

Rise of Regional Economies, New York: Free Press, 1995). The decade also produced studies that concluded that citizenship was becoming postnational and “deterritorialized” (Y. N. Soysal, *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*, Chicago: University of Chicago Press, 1994) or “overlapping” and, in a way, cross-territorial” (T. Faist, “Dual Citizenship as Overlapping Membership,” Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration and Ethnic Relations,” Malmö, School of International Migration and Ethnic Relations, November 2001).

The state-centric approach has made this study comprehensive, for the author analyzes various western European states and their immigration policies. Moreover, while analyzing particular state policies, Messina tests various assumptions or “theses” concerning the ability (or inability) of the state to control immigration: in addition to globalization, these include liberal, realist and “statist” perspectives, as well as questions of path dependency and political institutional breakdown (6–9). These approaches are explored in chapter five, which tries to reconcile the state-centric approach with European integration, the EU and, inevitably, supranationality. Not surprisingly, the chapter reads as if it were the most difficult to work on. And it might have been, indeed!

The author notes, “this chapter argues that the puzzle of interstate co-operation on immigration policy should be viewed through the lens of a predominantly rational, state-centred perspective” (139). In the general context of European integration studies, this perspective places the study in the intergovernmental school of thought, as advanced by A. Moravcsik (“Preferences and Power in the European Community: A Liberal Intergovernmentalist Approach,” *Journal of Common Market Studies*, 31 (4) (1993): 473–524). At the same time, intergovernmentalism is not easy to apply to immigration. It is straightforward when it comes to third-country nationals (migrants who are not citizens of EU member states), but the difficulty begins when considering citizens of the EU who have moved from their home countries to settle elsewhere in the union. The author adds both groups to “the pool of ‘foreigners’” and estimates that “there are probably over 22 million persons of migrant origin residing in contemporary Western Europe” (3).

The problem is that the citizens of member states are treated differently from those who originate outside the EU. The former have the same social rights, same legal protection and almost the same political rights as local citizens. The status of the latter is significantly different. These persons are indeed treated as immigrants, and their position is the concern of immigration policy. Messina deals with the difficulty by providing a thorough historical survey of the developments that have created this state of affairs. This makes things clearer, but it does not necessarily explain in full the relationship between national and supranational. In any case, whether it was the author’s intention or not, readers of this book will have a good understanding of how Europe’s immigration issues differ from those in North America.

WALDEMAR A. SKROBACKI *University of Toronto*

Incertitudes, pouvoir et résistances : les enjeux du politique dans la modernité

Carol Levasseur

Québec, Les Presses de l’Université Laval, 2006, 432 pages

doi: 10.1017/S0008423908080396

La quatrième de couverture décrit l’ouvrage en peu de mots : «Ce livre contient les principales contributions de Carol Levasseur, professeur au Département de science politique de l’Université Laval, décédé en 2003». Publié après la mort de l’auteur, il se compose de textes réunis et mis en perspective par ses collègues : Leila Azzaria, Jean-Marie Fecteau, Jean-Guy Lacroix et Diane Lamoureux. Il présente donc les lim-

ites inhérentes à tout recueil visant à rendre compte de la pensée d'un auteur dans sa complexité ... en l'absence de toute rétroaction de sa part.

Disons-le d'entrée de jeu, les gens qui ont connu Carol Levasseur, qui ont eu l'occasion de réfléchir, de discuter et de débattre avec lui, pourront être déçus : aucun ouvrage ne pouvait, à lui seul, rendre justice à la richesse de sa pensée. Mais en même temps, ils retrouveront en lisant ces pages la stimulation intellectuelle qui a suscité maintes interrogations et maintes réflexions autour de lui pendant toutes ces années.

Les trois parties, portant respectivement sur le pouvoir, le temps – ou l'incertitude – et les résistances, tentent de rendre, avec une certaine ampleur, les lignes de fond de la pensée de l'auteur autour de ces trois thèmes. Il faut dire que cela occasionne parfois une certaine impression de redite puisque, sans conteste, ces thèmes sont intimement liés. Comment, en effet, situer utilement les résistances et leurs transformations sans mettre ces dernières en relation avec les transformations du pouvoir et des institutions de la société? Comment comprendre les nouvelles formes de résistance sans considérer les ruptures intervenues dans l'articulation de l'espace et du temps?

À un premier niveau, on notera l'intérêt intrinsèque de certains chapitres individuels pour la compréhension de la construction des espaces politiques contemporains. Certains d'entre eux (chap. 1, 2, 3 et 9 notamment) permettent un survol dense mais compréhensible des principales évolutions des rapports sociaux et des institutions dans les pays occidentaux au vingtième siècle, ce qui peut s'avérer fort utile pour une population étudiante confrontée à une période de ruptures significatives, tant du point de vue des faits que du point de vue de la pensée : comprendre d'où l'on vient conserve toute sa pertinence dans la tâche ardue de décodage des transformations actuelles.

Plus précisément, toutefois, c'est dans le potentiel de mise en relation des principaux textes de Levasseur sur ces trois thèmes – le pouvoir, le temps et les résistances – que se situe l'intérêt de l'ouvrage. À certains moments, une lecture linéaire pourra donner l'impression qu'il n'y a là «rien de nouveau sous le soleil», alors qu'au contraire, l'introduction du facteur temps entre le pouvoir et les résistances ouvre de nombreuses possibilités d'analyse et de réflexion sur des enjeux très contemporains.

Par exemple, la mise en relation du texte «L'émergence de l'État-providence : entre ordre et désordre» (chap. 2, première partie) et du texte «Salariat, conflits salariaux et mouvement ouvrier : société salariale et État-providence au XX^e siècle» (chap. 9, troisième partie) pourrait être interprétée comme une analyse relativement traditionnelle de la société salariale. Mais lorsque ces chapitres sont lus en parallèle avec les analyses de Levasseur sur la question du temps, de l'incertitude et du risque, la réflexion devient beaucoup plus éclairante quant à l'évolution de l'espace du politique dans les sociétés contemporaines. L'interaction complexe entre ces trois champs, du pouvoir, du temps et de la résistance, invite en effet à penser des articulations inédites autour de problématiques actuelles, telles que l'identité, la société, la sécurité, les droits humains, l'information et ainsi de suite. Elle permet surtout de situer avec plus de profondeur l'enjeu de la «dépolitisation» de nos sociétés, les conséquences de cette dernière en termes d'autonomie et d'hétéronomie et les enjeux inhérents du point de vue de l'évolution des rapports sociaux et de l'articulation des sphères sociale, économique et politique.

Soulignons particulièrement le passage suivant : «Encore une fois, tout se joue autour de l'espace public.... Un espace public critique où il serait possible de questionner lucidement le bien-fondé des contraintes de toutes sortes qui semblent dicter plus que jamais notre devenir. Refuser de se plier aveuglément aux impératifs contraignants de la lutte à la rareté, de la compétition sur le marché mondial et de la relance à tout prix de la croissance pour la croissance, voilà une façon comme une

autre de renouer avec le projet d'une auto-institution explicite de la société» (348). Ce passage évoque singulièrement les propos de Jeanne Hersch (Unesco, 1990), pour qui les «droits de l'homme» représentent un «enjeu existentiel-transcendant» qui, pour s'actualiser, doit s'engager dans les données naturelles de la vie individuelle et collective. Or, nous dit-elle «dans la nature règnent l'affrontement par la force, la lutte pour la vie, le droit du plus fort.» N'est-on pas proche, ici, de l'idée de l'affranchissement de la lutte à la rareté et de la compétition?

De la même manière, la réflexion sur l'incertitude et la «sécurisation» (au chap. 6 en particulier) renvoie inévitablement à l'objectif sous-jacent aux droits humains de «libérer de la peur», compris ici dans son sens large, à l'égard des forces de contrainte directe, mais aussi à l'égard de la sécurité matérielle... Bref de nombreuses pistes de réflexion qui invitent à repenser la place des droits humains dans l'auto-institution de la société et l'exercice de la liberté responsable.

Particulièrement riche s'avère la deuxième partie, où la réflexion se concentre sur le temps, le mouvement, la certitude et l'incertitude, dans leur rapport avec le politique, le pouvoir et les institutions de la société, mais également dans leur rapport avec le sens, qui éclaté, dispersé, indéterminé, ne trouve plus à se mettre en commun : «Depuis toujours, le temps structure l'agir humain, façonne la lutte à la rareté et la domestication de la nature environnante, moule l'exercice du pouvoir spirituel et temporel, imprègne en profondeur la relation vécue au monde et ordonne le déroulement de la vie quotidienne», rappelle Levasseur (271).

Cette partie de l'ouvrage soutient et précise la pensée de l'auteur sur les rapports entre ordre et désordre discutés dans la première partie, sur l'articulation du pouvoir et des résistances de la société et sur les conséquences de «l'accélération contemporaine du mouvement» (116) dans la modernité. On appréciera particulièrement la clarté de l'analyse sur les enjeux de la modernité et de la post-modernité : «La rupture nommée modernité prendra bien du temps à être reconnue, pensée et réfléchie comme une bifurcation portant en elle des effets irréversibles sur l'organisation du rapport entre les êtres et les choses» (117).

Les trois parties du recueil rassemblent des textes datant d'époques différentes, dont des notes de cours inédites, sans qu'ils donnent pour autant l'impression d'être «datés». Au fil des pages, Levasseur convie plusieurs auteurs, dont il rend la pensée accessible, y compris à un public non académique. Citons, entre autres, Foucault, Castoriadis, Melucci et Castells. Soulignons à cet égard combien il est agréable de lire des textes d'analyse complexe de ce genre lorsqu'ils sont rédigés avec un évident souci pédagogique.

Cet ouvrage sera particulièrement apprécié, que ce soit pour revoir et approfondir des questions centrales de science politique ou pour son articulation inusitée des enjeux écologiques sur les trois thèmes centraux du pouvoir, du temps et des résistances, qu'on retrouve au dernier chapitre et qui constitue une mise en perspective magistrale de la portée réelle de l'écologie politique.

SYLVIE PAQUEROT *Université d'Ottawa*